Vagabonder n'est pas criminel !

À propos de l'avis consultatif de la Cour africaine des droits de l'homme
et des peuples du 4 décembre 2020

*Vagrancy is not criminal! (Regarding the advisory opinion issued on December 4,
2020 by the African Court on Human and Peoples' Rights)*

Angèle Kengne Ntakoukam ép. Ndzukenkeu

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/11958>

DOI: 10.4000/revdh.11958

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Angèle Kengne Ntakoukam ép. Ndzukenkeu, "Vagabonder n'est pas criminel !", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 14 June 2021, connection on 07 December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/11958> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.11958>

This text was automatically generated on 7 December 2021.

Tous droits réservés

Vagabonder n'est pas criminel !

À propos de l'avis consultatif de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples du 4 décembre 2020

Vagrancy is not criminal! (Regarding the advisory opinion issued on December 4, 2020 by the African Court on Human and Peoples' Rights)

Angèle Kengne Ntakoukam ép. Ndzenkeu

- 1 Ériger le vagabondage en infraction pénale est contraire aux instruments conventionnels de protection des droits de l'homme ; telle est l'économie de l'avis émis le 4 décembre 2020 par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples¹.
- 2 Cette Cour, créée par un Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples², est le principal organe juridictionnel chargé de la surveillance des droits de l'homme en Afrique³. D'après l'article 3(1) du Protocole qui l'institue, « la Cour est compétente pour connaître de toutes les affaires et de tous les différends dont elle est saisie concernant l'interprétation et l'application de la Charte [africaine des droits de l'homme et des peuples], du présent Protocole et de tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme et ratifiés par les États concernés ». Pour remplir sa mission, elle est investie d'une double compétence contentieuse et consultative⁴ : dans le cadre de la première, la Cour examine les affaires qui lui sont soumises relativement au contentieux de l'interprétation et de l'application de la Charte, du Protocole de Ouagadougou et de tout instrument des droits de l'homme ; la fonction consultative de la Cour l'habilite à rendre des avis sur les questions juridiques relevant de sa compétence.
- 3 Selon l'article 4(1) du Protocole de Ouagadougou, en effet, la Cour peut émettre un avis à la demande d'un État membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) – devenue Union africaine –, à la demande de cette Organisation elle-même, d'un de ses organes ou encore à la demande d'une organisation africaine reconnue. C'est précisément en sa qualité d'organisation reconnue par l'Union africaine que l'Union panafricaine des avocats a présenté, le 11 mai 2018, une demande d'avis consultatif relative à la compatibilité des lois sur le vagabondage avec la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ensemble les autres instruments de protection des droits de l'homme

applicables en Afrique. L'organisation demanderesse part du constat que plusieurs États membres de l'Union africaine conservent des « lois sur le vagabondage » qui répriment le statut des personnes pauvres, sans abri, sans moyens de subsistance ou sans emploi, en considération de leur seule condition et non pas en raison d'actes répréhensibles spécifiques qu'elles auraient commis. Soutenant que ces lois trop vagues ouvrent la voie à l'arbitraire tout en favorisant des mesures privatives de liberté injustifiées, l'Union panafricaine des avocats a interrogé la Cour sur la compatibilité des lois sur le vagabondage avec la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et le Protocole relatif aux droits des femmes. Par la même occasion, la Cour était invitée à dire s'il pèse sur les États parties à la Charte une obligation d'abrogation ou d'amendement de leur législation interne sur le vagabondage et, dans l'affirmative, à préciser la nature juridique de cette obligation.

- 4 Cette consultation ne pouvait que retenir l'attention des défenseurs des droits humains. En effet, l'activité consultative de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples demeure assez timide⁵ ; dans ces conditions, la consultation initiée par l'Union panafricaine des avocats ne pouvait laisser l'observateur indifférent. Mais c'est sur le fond même des questions soulevées que la demande d'avis présentait l'intérêt le plus significatif. Sur le continent africain où la pauvreté expose des millions de citoyens à une vie de précarité, voire d'errance, l'analyse de la Cour était forcément attendue. Elle l'était d'autant plus que le vocable « vagabondage » recouvre, en fonction des pays, une réalité sociale très diversifiée, incluant des situations réprimées au titre de la mendicité, de la simple errance, de l'absence de domicile connu, de l'absence de profession, de l'inexistence d'une source de revenus... À l'égard de ces situations, la question de la compatibilité des législations pénales nationales avec le droit régional des droits de l'homme comportait un enjeu crucial de protection des droits fondamentaux. En arrière-plan se profilait également une importante question de théorie juridique, la confrontation des ordres juridiques nationaux avec un ordre juridique régional obligeant la Cour à se prononcer sur la hiérarchie entre les normes en présence.
- 5 Sans surprise, la Cour retient sa compétence et reçoit la demande de l'Union panafricaine des avocats. Se prononçant donc sur les questions qui lui étaient adressées, la Cour se dit d'avis que les normes nationales qui sanctionnent pénalement le vagabondage sont contraires aux instruments africains de protection des droits de l'homme. Sur la base de cette prémisse, l'institution considère que les États dans lesquels ces normes répressives sont en vigueur doivent modifier leur arsenal normatif pour le mettre en conformité avec les exigences africaines de protection des droits de l'homme. L'inconventionnalité déclarée des textes internes réprimant le vagabondage (I) appelle ainsi un nécessaire ajustement des droits nationaux dans la perspective d'une mise en conformité avec les instruments de protection des droits de l'homme applicables en Afrique (II).

I. DE L'INCONVENTIONNALITÉ D'UNE PÉNALISATION DU VAGABONDAGE

- 6 Bien que dépénalisé par quelques États africains⁶, le vagabondage demeure, dans la plupart des pays du continent, un délit dont les éléments constitutifs se recoupent

largement : le vagabond est généralement défini comme celui qui ne justifie ni d'un domicile certain, ni de moyens de subsistance ; certaines législations ajoutent l'absence de métier ou de profession comme condition pour que l'infraction soit caractérisée⁷. Les peines prévues sont plus ou moins lourdes en fonction des États (emprisonnement allant de 15 jours à 6 mois au Mali⁸ ; de 1 à 3 mois au Sénégal⁹ ; de 6 mois à 2 ans au Cameroun, les peines étant doublées si le vagabond est porteur d'une arme ou muni d'un instrument propre à commettre une infraction¹⁰).

- 7 Par l'avis commenté, la Cour africaine condamne ce traitement répressif du vagabondage. Elle relève plus précisément qu'une telle infraction est incompatible avec les engagements internationaux souscrits par les États africains : les législations nationales qui pénalisent le vagabondage portent atteinte aussi bien aux instruments conventionnels de protection générale des droits de l'homme (A) qu'aux règles conventionnelles de protection catégorielle (B).

A. La pénalisation du vagabondage, une atteinte aux instruments conventionnels de protection générale des droits de l'homme

- 8 La pénalisation du vagabondage va à l'encontre des instruments généraux de protection des droits de l'homme applicables en Afrique. Au regard de ces textes, elle viole non seulement les principes des droits de l'homme (1), mais aussi les droits et libertés fondamentaux (2) qu'ils consacrent.

1. Une violation des principes des droits de l'homme

- 9 Les différentes normes conventionnelles de protection des droits de l'homme consacrent des valeurs fondamentales qui garantissent à tous les individus la jouissance effective de leurs droits¹¹. Or, le traitement pénal du vagabondage heurte de front certains de ces principes, en l'occurrence les principes de non-discrimination et d'égalité.
- 10 Les législations pénales qui font du vagabondage un délit punissent celui-ci de peines privatives de liberté et de peines pécuniaires plus ou moins lourdes. Pourtant, les individus en situation de vagabondage ne sont pas sanctionnés pour un comportement qui aurait troublé l'ordre social ; ils sont exposés de façon permanente aux rigueurs de la machine répressive à seule raison de leur statut social défavorisé. En cela, la pénalisation contrevient aux conventions internationales par lesquelles les États se sont engagés à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence, la jouissance de tous leurs droits sans discrimination fondée en particulier sur la race, le sexe, l'origine - nationale ou sociale -, la fortune et la naissance¹².
- 11 Les lois pénales sur le vagabondage instaurant sans justification objective, aux yeux de la Cour, un traitement discriminatoire envers des personnes victimes de leur situation socio-économique sont incompatibles avec les instruments de protection des droits de l'homme : « la Cour conclut que les lois sur le vagabondage tant dans leur formulation que dans leur application, notamment du fait qu'elles criminalisent le statut d'un individu, sont à l'origine d'un traitement discriminatoire envers les personnes vulnérables et marginalisées et privent également les individus de leur droit à l'égalité devant la loi, ce qui les rend incompatibles avec les articles 2 et 3 de la Charte »¹³.

- 12 En considération, précisément, du principe d'égalité également consacré par la plupart des instruments de protection des droits de l'homme¹⁴, les lois sur le vagabondage favorisent la marginalisation, voire l'exclusion des vagabonds et renforcent, ce faisant, les inégalités sociales. Plus spécifiquement, ces lois provoquent dans le système juridique des pays où elles sont en vigueur, une rupture de l'égalité de traitement au préjudice des personnes en situation de vagabondage : la présomption d'innocence s'effrite au détriment des vagabonds, qui apparaissent comme de potentiels criminels ; la définition vague du délit de vagabondage ouvre la voie à divers abus¹⁵, dont des arrestations fréquentes sur la base de simples soupçons au sein des catégories marginalisées de la société. On ne peut donc qu'approuver la Cour d'avoir retenu que les textes répressifs sur le vagabondage conduisent à un traitement différencié des individus en raison de leur statut¹⁶.
- 13 Contraire aux principes fondamentaux de non-discrimination et d'égalité, la pénalisation du vagabondage contrevient par ailleurs à différents droits et libertés fondamentaux consacrés par les instruments conventionnels de protection des droits de l'homme.

2. Une violation des droits et libertés fondamentaux

- 14 La pénalisation du vagabondage heurte de front de nombreux droits et libertés consacrés par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres instruments internationaux des droits de l'homme applicables en Afrique.
- 15 Ainsi le droit à la liberté de circulation, qui permet à tout individu de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État¹⁷, en fournit une première illustration. Alors qu'il est admis que toute restriction à cette liberté doit être motivée par la loi pour ne pas laisser cours à l'arbitraire¹⁸, les textes organisant la répression du vagabondage contredisent la liberté de circulation en ce que les individus visés ne sont pas libres de s'installer et de se mouvoir dans tout lieu public, quand bien même ils ne représenteraient aucun danger pour l'ordre public.
- 16 Il en va de même du droit à la dignité, droit fondamental reconnu à tout être humain¹⁹. La pénalisation du vagabondage est manifestement incompatible avec ce droit qui, englobant le droit à un niveau de vie suffisant, postule que chaque individu doit pouvoir mener une vie décente, y compris en accédant à un emploi et à un logement décents. Déjà mis à mal par la condition sociale des vagabonds, le droit à la dignité est davantage malmené par l'incrimination du vagabondage : non seulement le répertoire lexical des législateurs pénaux fourmille de termes aussi péjoratifs les uns que les autres²⁰, mais encore les personnes défavorisées voient leur dignité bafouée par les fréquentes arrestations et détentions arbitraires, parfois suivies d'une réinstallation forcée dans d'autres régions sans que leur soit imputé un quelconque acte répréhensible.
- 17 De façon connexe, c'est le droit à la liberté et à la sécurité qui est mis en péril par l'incrimination du vagabondage. Garanti par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples²¹, le droit à la liberté et à la sécurité est compromis dès lors que le délit de vagabondage se prête, comme on l'a déjà souligné, à une large pratique des arrestations abusives et arbitraires. De fait, la situation de tout individu étiqueté comme vagabond est associée à un important potentiel d'insécurité.

- 18 Ériger le vagabondage en infraction pénale concourt également à la dénegation du droit à un procès équitable²². Du fait de la pénalisation de leur situation de précarité, les personnes poursuivies pour vagabondage sont considérées *a priori* comme dangereuses pour la paix et la sécurité publiques. Cette présomption de délinquance et de dangerosité associée à leur seul statut d'errant ou d'oisif provoque une réelle érosion de la présomption d'innocence, garantie cardinale d'une saine distribution de la justice.
- 19 Le droit de la famille à la protection est tout aussi inconciliable avec la pénalisation du vagabondage. Dans certaines circonstances, l'activation de la machine répressive entraîne, en effet, la séparation des présumés vagabonds de leurs familles en conséquence des arrestations. Pire encore, ces individus sont parfois renvoyés de force dans leurs régions d'origine ou expulsés du territoire au titre de mesures accessoires à la condamnation pour vagabondage. Ces situations conduisent à la séparation des familles, au rebours des engagements pris par les États dans le sens de la protection de la famille et de son unité²³.
- 20 On le voit, le traitement répressif du vagabondage va à l'encontre de plusieurs droits et libertés fondamentaux consacrés par les instruments conventionnels. L'atteinte est d'autant plus préoccupante que les droits de l'homme étant indivisibles, le respect d'un droit fondamental affermit tous les autres droits tandis que, de façon inverse, la violation d'un droit fondamental entraîne celle des autres²⁴. Déjà manifeste au regard des instruments de protection générale des droits de l'homme, l'inconventionnalité des textes répressifs sur le vagabondage est également avérée lorsqu'on confronte ces lois aux normes régionales et internationales de protection catégorielle.

B. La pénalisation du vagabondage, une entorse aux instruments conventionnels de protection catégorielle des droits de l'homme

- 21 La Cour reprend les constats de violation des principes des droits de l'homme et des droits et libertés fondamentaux à propos de deux catégories de populations : les enfants (1) et les femmes (2), qui, bien que bénéficiant d'une protection spécifique, font en pratique les frais du vagabondage.

1. Une atteinte aux droits des enfants

- 22 La Convention internationale relative aux droits de l'enfant de 1989 et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990 postulent qu'une attention et un traitement particuliers doivent être réservés aux enfants en raison de leur immaturité et de leur jeune âge²⁵.
- 23 Le fait est que les enfants sont plus exposés à la pauvreté et aux conséquences de la pauvreté de leurs familles²⁶ ; certains sont contraints de quitter le domicile familial dans leur plus tendre âge à la recherche de meilleures conditions de vie. Ils sont nombreux à se retrouver forcés de vivre dans la rue, sans abri, sans subside et sans emploi ; la vie dans la rue constitue, pour nombre d'enfants, une stratégie de survie de leurs familles²⁷.
- 24 Or les lois sur le vagabondage ne font pas d'exception pour les enfants de la rue qui sont d'ailleurs considérés comme des délinquants et, à ce titre, exposés précocement au système répressif sur la seule base de leur situation socio-économique. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples en déduit une violation du principe de

non-discrimination²⁸ ainsi qu'un effritement des garanties et protections particulières reconnues aux enfants au titre du droit à un procès équitable²⁹.

- 25 Plus généralement, la pénalisation du vagabondage n'est guère compatible avec la préservation de l'intérêt supérieur de l'enfant³⁰, qui s'accommode mal des arrestations, détentions et déplacements forcés induits par la répression du vagabondage. Elle est tout aussi incompatible avec certains instruments juridiques de protection des droits des femmes.

2. Une atteinte aux droits des femmes

- 26 Interrogée sur la compatibilité des lois sur le vagabondage avec le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, la Cour indique que celles-là contreviennent aux dispositions de celui-ci.
- 27 Ce Protocole, adopté à Maputo le 11 juillet 2003, énonce en son article 24 que « les États s'engagent à assurer la protection des femmes pauvres, des femmes chefs de famille, des femmes issues des populations marginales et à leur garantir un cadre adapté à leur condition et en rapport avec leurs besoins physiques, économiques et sociaux ». Il apparaît pourtant qu'en Afrique, les femmes pauvres et défavorisées sont les plus exposées aux lois sur le vagabondage, qui perpétuent de multiples violations de leurs droits.
- 28 En particulier, la pénalisation du vagabondage menace le droit des femmes à un procès équitable dans la mesure où le seul fait pour celles-ci de se trouver dans la rue pendant la nuit fait peser sur elles de lourds soupçons de prostitution et justifie des arrestations arbitraires aux dépens de la présomption d'innocence³¹.
- 29 On le voit, la réponse pénale que les États proposent face au phénomène du vagabondage est socialement inadaptée³² et, surtout, juridiquement inappropriée puisqu'elle va à l'encontre des instruments conventionnels de protection générale et même catégorielle des droits humains. Le constat d'une telle contrariété des législations nationales par rapport aux instruments internationaux en vigueur appelle, de toute nécessité, la mise en conformité des systèmes juridiques nationaux.

II. DE L'OBLIGATION DE MISE EN CONFORMITÉ DES TEXTES NATIONAUX PÉNALISANT LE VAGABONDAGE

- 30 La responsabilité de cette mise en conformité incombe à titre principal aux États, qui sont tenus de prendre toutes mesures appropriées en vue de garantir à tous les individus la pleine jouissance des droits et libertés fondamentaux. Cette obligation de mise en conformité des législations nationales incriminées mérite d'être précisée quant à son fondement (A) et à sa portée (B).

A. Fondement de l'obligation de mise en conformité des législations internes avec les engagements conventionnels

- 31 L'obligation de mise en conformité de la législation interne avec les engagements internationaux résulte tant des traités (2) que des constitutions nationales (1).

1. Une obligation constitutionnelle

- 32 La plupart des constitutions en Afrique consacrent la primauté des traités et accords internationaux sur les lois nationales³³. Cette suprématie affirmée des textes internationaux sur les normes législatives nationales crée, pour chaque État, une obligation constitutionnelle de conformation des dernières aux premiers. Dès lors, une réforme des lois internes sur le vagabondage, jugées contraires aux textes internationaux, participe du respect de l'ordre constitutionnel et de la hiérarchie des normes établie par le constituant³⁴.

2. Une obligation conventionnelle

- 33 En s'engageant par traité, chaque État reconnaît les droits, devoirs et libertés énoncés dans les instruments de protection des droits de l'homme auxquels il souscrit ; par la même occasion, il s'oblige à adopter toutes mesures appropriées pour en garantir la jouissance sur son territoire, y compris des mesures législatives³⁵.
- 34 La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples se laisse guider par cette logique. C'est en s'appuyant sur l'obligation faite aux pays membres d'adopter les mesures législatives ou autres pour donner pleinement effet aux instruments africains de protection des droits de l'homme que la Cour conclut que tous les États sont tenus de modifier ou abroger leurs textes sur le vagabondage, dans la mesure où ceux-ci ont été jugés contraires aux exigences découlant de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et du Protocole de Maputo relatif aux droits des femmes.
- 35 L'internalisation de la protection des droits de l'homme se traduit alors par la prise des mesures nationales nécessaires, y compris celles de nature législative, pour assurer dans l'ordre interne la bonne réception et la bonne application des normes d'origine conventionnelle. Le principe d'une telle intervention étant acquis, il reste à en préciser la portée.

B. Portée de l'obligation de mise en conformité des législations internes sur le vagabondage

- 36 Cette obligation de mise en conformité interpelle les législateurs nationaux (1) et les juridictions nationales (2).

1. À l'égard des législateurs nationaux

- 37 La mise en conformité des législations pénales internes avec les instruments de protection des droits de l'homme doit se traduire par une dépénalisation totale du vagabondage ; un simple adoucissement des peines – par correctionnalisation ou contraventionnalisation de l'infraction de vagabondage – ne permettrait pas de conjurer totalement les entorses faites aux instruments conventionnels de protection générale et catégorielle des droits humains.
- 38 En 2003, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples recommandait déjà la dépénalisation des infractions « mineures », au rang desquelles le vagabondage, motif pris de ce que ces délits ont un impact disproportionné sur les personnes démunies. Elle relevait fort justement que la dépénalisation de ce type d'infractions

faisait partie des stratégies de réduction de la surpopulation carcérale, dans un contexte où les conditions de détention ne sont pas toujours respectueuses des droits de l'homme³⁶.

- 39 Les bénéfices d'une telle dépénalisation sont évidents en termes de congruence des textes nationaux et internationaux sur la question des droits humains. Ils le sont également en termes d'amélioration de la condition juridique des personnes défavorisées et de respect de leurs droits, qui sont bafoués par la répression du vagabondage. À cet égard, il serait indiqué que la dépénalisation soit accompagnée de réponses plus appropriées - normatives et non normatives - à la condition sociale des catégories vulnérables. En effet, le vagabondage se nourrit de la pauvreté, du chômage et des difficultés d'accès à un logement. Réprimer pénalement ce comportement revient alors à traiter les effets au lieu de s'attaquer aux causes du phénomène décrié. C'est la nécessité même des lois pénales sur le vagabondage qui est ainsi mise en doute³⁷ ; leur abrogation par les législateurs nationaux se justifie d'autant³⁸.
- 40 Ainsi qu'on l'a précédemment souligné, quelques pays africains ont déjà franchi le pas de la dépénalisation. Mais dans leur large majorité, les États d'Afrique continuent de sanctionner de peines répressives les personnes en situation de vagabondage, en violation de leurs engagements internationaux de sorte que le juge pénal a alors un rôle déterminant à jouer dans la mise en conformité de l'environnement juridique national avec les instruments internationaux de protection des droits humains.

2. À l'égard des juridictions nationales

- 41 Sur le plan de la politique répressive, l'on imagine un possible infléchissement de la part des autorités judiciaires, pénétrées de l'esprit de l'avis rendu par la Cour. Cette réorientation de la politique répressive peut être attendue prioritairement des organes de poursuite : sous l'impulsion souhaitable des autorités chargées de définir par voie de circulaires la politique pénale, les officiers de police judiciaire et les officiers du ministère public pourraient éviter le recours, encore trop systématique, aux arrestations et aux détentions provisoires de présumés vagabonds ; bien mieux, le volume des poursuites diligentées par le ministère public pourrait diminuer significativement, les magistrats du parquet étant encouragés à user de leur pouvoir d'opportunité pour classer systématiquement sans suite les procédures suivies du chef de vagabondage, spécialement dans les nombreuses hypothèses où aucun autre délit n'est imputé au suspect. Les juridictions de jugement, quant à elles, pourraient s'orienter vers des peines symboliques toutes les fois que l'infraction de vagabondage est caractérisée ; à cet effet, elles feraient le plus large usage des circonstances atténuantes et de leur pouvoir de choix du *quantum* de la peine applicable.
- 42 Surtout, les lois sur le vagabondage pourraient, au terme d'un contrôle de conventionnalité et/ou de constitutionnalité devant le juge interne, être, selon le cas, neutralisées ou évincées de l'ordre juridique.
- 43 En premier lieu, il entre dans le pouvoir du juge judiciaire - répressif en l'occurrence - d'écarter, à l'occasion d'un procès, la loi interne criminalisant le vagabondage, en tirant argument de sa contrariété avec les textes internationaux auxquels le pays est partie³⁹. Le juge judiciaire, qui est le gardien des libertés et droits fondamentaux, doit en effet veiller au respect du principe cardinal de la légalité criminelle. Ce principe à valeur constitutionnelle⁴⁰ veut qu'il n'y ait pas d'infraction qui ne soit prévue par un texte de

loi qui en fixe les éléments constitutifs et la peine applicable. Or le texte national incriminateur du vagabondage est, en vertu de la hiérarchie des normes, annihilé par les textes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme, de sorte qu'il ne peut légalement servir de base à une condamnation pénale. L'exception d'inconventionnalité du texte national d'incrimination devrait alors pouvoir justifier la mise à l'écart de la législation interne qui justifiait la poursuite.

- 44 En second lieu, l'intervention judiciaire peut dépasser la neutralisation casuistique de la norme nationale d'incrimination et atteindre, par le biais du contrôle de constitutionnalité, son éviction totale de l'ordre juridique. La *High Court of Malawi* a déjà pu censurer, comme contraire à la constitution du pays - laquelle garantit le droit à la liberté et à la sécurité - l'article 184 (1)(c) du Code pénal malawite qui réprime le vagabondage⁴¹.
- 45 Il est vrai que le système juridique de plusieurs États africains réserve au Conseil constitutionnel l'exclusivité du contrôle de la conformité constitutionnelle des lois. Il est tout aussi vrai que ce contrôle est souvent ouvert de façon limitative à quelques organes⁴² et exercé seulement *a priori*, avant la promulgation de la loi. Mais de plus en plus d'États admettent un contrôle *a posteriori* de la constitutionnalité des actes législatifs. Restrictivement autorisé au Sénégal⁴³, le contrôle de la validité constitutionnelle des lois en vigueur est ouvert plutôt largement en Côte d'Ivoire⁴⁴ et encore plus généreusement au Bénin⁴⁵ ; ces deux derniers pays permettent d'ailleurs l'accès au prétoire constitutionnel dans des conditions bien plus favorables que celles aménagées en France dans le cadre de la question prioritaire de constitutionnalité⁴⁶. Il y a là de réelles possibilités de mobiliser l'avis de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples pour contester l'applicabilité et, mieux encore, la validité juridique des textes réprimant le vagabondage, en faisant valoir leur contrariété avec les droits et libertés que la constitution garantit directement ou par référence à des conventions internationales⁴⁷.
- 46 En tout état de cause, cet avis est invocable par les justiciables devant les juridictions nationales pour contester la constitutionnalité ou la conventionnalité du texte incriminateur du vagabondage.

*

- 47 L'avis consultatif rendu par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples marque une avancée significative dans la protection des droits humains en Afrique. Il récuse clairement la pénalisation du vagabondage comme incompatible avec les exigences des instruments africains de protection des droits humains : loin de répondre à un besoin objectif de protection de l'ordre social, le traitement répressif du vagabondage aboutit au contraire à une stigmatisation des plus défavorisés et à la violation de leurs droits. Aussi la Cour conclut-elle à l'obligation, pour les États africains, de modifier ou d'abroger leurs textes internes en vue de les conformer à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, au Protocole relatif aux droits des femmes et à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.
- 48 Il est vrai que, dans le silence des textes, l'avis ne peut être tenu pour contraignant⁴⁸. Son autorité morale n'en est pas moins avérée, sans compter que l'avis indique d'ores et déjà le sens dans lequel la Cour se prononcerait si elle venait à être sollicitée dans le

cadre d'une saisine contentieuse ; à ce titre, il tient lieu de directive à l'endroit de tous les États membres de l'Union africaine.

- 49 L'alerte est d'autant plus importante que, dans certains États, la tendance est plutôt à l'incrimination de comportements qui relèvent par essence des rapports de droit civil et sont souvent associés à la pauvreté⁴⁹.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Cet avis est accessible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.african-court.org/cpmt/storage/app/uploads/public/5fd/0c6/53e/5fd0c653ec0e7417257939.pdf> (consulté le 25 janvier 2021).
2. Le Protocole additionnel créant cette juridiction a été adopté à Ouagadougou (Burkina Faso) le 9 juin 1998. Il est entré en vigueur six ans plus tard, précisément le 25 janvier 2004.
3. Il existe, certes, d'autres juridictions internationales qui peuvent connaître des cas de violation des droits de l'homme en Afrique. La Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice sont, par exemple, compétentes en matière de violations des droits de l'homme perpétrées en Afrique. Il demeure que la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples est l'organe juridictionnel le plus en vue à l'échelle du continent africain.
4. La Cour peut également tenter un règlement amiable des affaires qui lui sont soumises, en vertu de l'article 9 du Protocole qui l'institue.
5. Depuis son entrée en fonction, la Cour n'a été saisie que de 13 demandes d'avis. Elle en a émis seulement 7 à ce jour, 5 demandes ayant été radiées du rôle et une requête demeurant en instance de traitement (<https://www.african-court.org/cpmt/advisory-finalised> [en ligne], consulté le 12 mars 2021). À cette relative aridité des procédures consultatives s'ajoute le peu d'engouement manifesté par les États à participer à l'instruction des demandes soumises. À titre d'exemple, seul le Burkina Faso a produit des observations sur la demande ayant donné lieu à l'avis commenté.
6. Sont concernés, les États suivants : Angola, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Kenya, Lesotho, Mozambique, Rwanda et Zimbabwe. La dépénalisation du vagabondage est souvent intervenue de fraîche date. Le Burkina Faso, par exemple, n'a supprimé le vagabondage qu'à l'occasion de la révision de son code pénal le 31 mai 2018. De façon encore plus récente, c'est par la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant nouveau code pénal que la Côte d'Ivoire a supprimé l'article 189 dudit code qui réprimait le vagabondage.
7. Pour un panorama des législations africaines réprimant le vagabondage, v. Southern Africa Litigation Center, *Vagrancy-related provisions in various criminal laws and criminal procedure laws in Africa*, <https://icj-kenya.org/e-library/papers/send/4-papers/171-vagrancy-related-provisions->

in-variouscriminal-laws-and-criminal-procedure-laws-in-africa [en ligne], 23 janvier 2018 (consulté le 13 mars 2021).

8. Article 181 du Code pénal.

9. Article 243 du Code pénal.

10. Article 247 du Code pénal.

11. Au rang de ces principes figurent l'universalité des droits de l'homme, leur inaliénabilité, indivisibilité et interdépendance, le droit à l'égalité et l'interdiction de toute discrimination (Union interparlementaire et Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme, *Droits de l'homme. Guide à l'usage des parlementaires*, n° 26, 2016, pp. 20 et s. Disponible sur <http://archive.ipu.org/PDF/publications/hrights-fr.pdf> (consulté le 12 mars 2021).

12. Ce principe de non-discrimination est consacré par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (article 2), la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 2) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 2, alinéa 2).

13. V. paragraphe 75 de l'avis, en lien avec les paragraphes 70 à 72.

14. La Déclaration universelle des droits de l'homme énonce, par exemple, que tous les hommes naissent égaux en dignité et en droits (article 1^{er}). Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques consacre l'égalité de tous devant la loi et l'égale protection de la loi pour tous (article 26). En des termes similaires, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples dispose que « toutes les personnes bénéficient d'une totale égalité devant la loi », mais encore que « toutes les personnes ont droit à une égale protection de la loi » (article 3).

15. Les vocables et expressions comme "flânerie", "ne pas pouvoir justifier de sa situation" ou encore "ne pas disposer de moyens de subsistance visibles" sont d'usage courant dans les textes d'incrimination du vagabondage qui, dans certains États, englobent également la mendicité ; or cette terminologie vague accroît la marge d'interprétation des autorités policières au détriment des suspects. Dans certains pays comme la Gambie, la Tanzanie ou l'Ouganda, la loi habilite expressément les autorités de police à arrêter sans mandat toute personne dépourvue de moyens de subsistance visibles et qui ne peut pas "justifier sa situation".

16. V., notamment, les paragraphes, 71 et 73 à 75 de l'avis.

17. Le droit à la liberté de circulation est consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 13), la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (article 12.1) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 12).

18. Dans son observation générale n° 27 sur la liberté de circulation, le Comité des droits de l'homme souligne que la liberté de circulation est une condition indispensable pour le développement de l'individu. Aussi considère-t-on que les limitations à cette liberté ne peuvent être fixées que par une loi, et justifiées que par des considérations tirées de la nécessité de préserver la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et la moralité publiques, ou encore les droits et libertés d'autrui (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article 12.3).

19. Ce droit est consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 22), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (articles 6 et 7) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (article 5).

20. La terminologie utilisée regorge de vocables déshumanisants qui relèguent les personnes visées au rang de sous-hommes : vagabonds, oisifs, errants, voyous... L'atteinte à la dignité qui en découle est manifeste. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (mécanisme institué par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples pour veiller au contrôle de l'application des droits et libertés consacrés par la Charte) a déjà eu l'occasion de relever, dans des circonstances voisines, que les termes "lunatiques" et "idiots" utilisés pour désigner des déficients mentaux déshumanisent ces derniers et les privent de leur dignité (Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, communication 241/2001, 33^e session ordinaire, 15 mai 2003, *Purohit et Moore c. Gambie*, <http://hrlibrary.umn.edu/africa/comcases/F241-01.html>, consulté le 17 mars 2021).

21. L'article 6 de la Charte reprend substantiellement les termes de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en énonçant que : « Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut être privé de sa liberté sauf pour les motifs et dans des conditions préalablement déterminés par la loi. En particulier, nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement ».

22. Le droit à un procès équitable est consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme (articles 10 et 11), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 14) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (article 7).

23. Cet engagement résulte tant de la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 16.3) que du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 21.3) et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (article 18.1).

24. Jacques FIERENS, « La violation des droits civils et politiques comme conséquence de la violation des droits économiques, sociaux et culturels », *Revue belge de droit international*, 1999/1, p. 47.

25. Ces textes considèrent en principe comme enfant tout être humain âgé de moins de dix-huit ans

26. C'est dans les ménages les plus pauvres que le travail des enfants est le plus répandu. En Afrique, on estime à 72,1 millions le nombre d'enfants impliqués dans le travail des enfants (Cynthia SAMUEL-OLONJWON, « Protéger contre le travail des enfants en Afrique », [www.un.org](https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/octobre-2020/prot%C3%A9ger-contre-le-travail-des-enfants-en-afrique) [en ligne], disponible sur <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/octobre-2020/prot%C3%A9ger-contre-le-travail-des-enfants-en-afrique> (consulté le 24 mai 2021).

27. PLAN INTERNATIONAL, « Causes et conséquences du travail des enfants dans le monde », www.plan-international.fr [en ligne], disponible sur <https://www.plan-international.fr/info/actualites/news/2016-06-07-causes-et-consequences-du-travail-des-enfants-dans-le-monde> (consulté le 21 mai 2021).

28. L'entorse au principe de non-discrimination – consacré par l'article 3 de la Charte – tient à ce que le traitement des enfants en conflit avec les lois sur le vagabondage est moins favorable que celui réservé aux autres enfants dans la société. À cette discrimination directe, la Cour ajoute celle découlant de la rupture des liens familiaux pour les enfants de parents incarcérés ou éloignés de force pour faits de vagabondage (paragraphe n° 119 de l'avis).

29. Paragraphes n° 124 à 128 de l'avis. Ces garanties aménagées en considération de la situation spécifique de l'enfant sont prévues, notamment, par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (article 40) et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (article 17).

30. Règle cardinale du système de protection de l'enfance, le primat de l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les affaires le concernant est consacré par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (article 3.1) autant que par la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (article 4.1).

31. Dans une espèce où les requérantes avaient été arrêtées et détenues, soupçonnées de se livrer à la prostitution parce qu'elles avaient été trouvées dans la rue pendant la nuit, la Cour de justice de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest a jugé l'arrestation illégale dans la mesure où aucune preuve de prostitution n'avait été rapportée par l'État du Nigéria. La juridiction communautaire a relevé que le fait de se retrouver dans la rue pendant la nuit ne peut pas constituer une infraction. Elle en conclut que les requérantes ont subi une violation de leur droit à la liberté, mais aussi une discrimination basée sur le sexe (Cour de justice de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, 12 octobre 2017, *Doroty Njemanze et autres c. République fédérale du Nigéria*, aff. n° ECW/CCJ/APP/17/14 : <https://ihrda.uwazi.io/fr/document/0h6sf6nakud8ntpr39gdabr3fr>, consulté le 10 mars 2021).

32. La Cour relève que la répression du vagabondage est une réponse disproportionnée à un problème socio-économique (paragraphe 75 de l'avis).

33. Au Cameroun, par exemple, l'article 45 de la constitution du 18 janvier 1996 énonce que « les traités ou accords nationaux régulièrement approuvés ou ratifiés ont dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ». Le même énoncé se retrouve dans plusieurs textes constitutionnels africains, en termes identiques (v., entre autres, les constitutions du Burkina Faso (article 151), du Congo (article 223), du Sénégal (article 98) et du Tchad (article 225)).

34. De ses observations produites au cours de la procédure consultative ayant donné lieu à l'avis commenté, il ressort que le Burkina Faso invoque spécialement l'article 151 de sa constitution – qui donne préséance aux traités internationaux sur les lois – pour justifier la dépénalisation du vagabondage à l'occasion de la révision de son code pénal en 2018.

35. Aux termes de l'article premier de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, « les États membres [...] reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer ». Cette disposition est reprise, *mutatis mutandis*, par la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (article 1^{er}, alinéa 1). Dans une démarche similaire, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes prévoit que « les États parties prennent dans tous les domaines, notamment dans les domaines politique, social, économique et culturel, toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes » (article 3). En des termes encore plus directifs, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes énonce que « les États assurent la mise en œuvre du présent protocole au niveau national et incorporent dans leurs rapports périodiques [...] des indications sur les mesures législatives ou autres qu'ils ont prises pour la réalisation des droits reconnus dans le présent protocole. Les États s'engagent à adopter toutes les mesures nécessaires et à allouer les ressources budgétaires adéquates et autres pour la mise en œuvre effective des droits reconnus dans le présent protocole » (article 26). Il convient de préciser qu'en vertu de l'article 27 de la Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités, un État ne saurait invoquer les dispositions de son droit interne pour justifier la non-exécution d'un traité.

36. Résolution ACHPR/Res.64(XXXIV) 03 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples portant adoption de la Déclaration et du Plan d'action de Ouagadougou pour l'accélération des réformes pénales et pénitentiaires en Afrique, 20 novembre 2003.

37. Dans sa résolution CADHP/RES.366(EXT.OS/XX1)2017 sur la nécessité de définir les principes de la requalification et de la dépénalisation des infractions mineures en Afrique, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples souligne que la criminalisation du vagabondage et des autres infractions mineures ne répond à aucune nécessité objective. Ses Principes relatifs à la dépénalisation des infractions mineures en Afrique (https://www.achpr.org/fr_legalinstruments/detail?id=2, consulté le 15 mars 2021) rappellent que les lois pénales doivent être une mesure nécessaire et proportionnée. La Commission met en évidence la nécessité d'un lien rationnel entre la loi, son application et l'objectif visé.

38. « Il ne faut point de lois inutiles ; elles affaibliraient les lois nécessaires », prévenait déjà Jean-Étienne-Marie PORTALIS (*Discours préliminaire du premier projet de code civil*, 1804).

39. Sur le contrôle de conventionnalité en droit européen, Bertrand DE LAMY, « Dérives et évolution du principe de la légalité en droit pénal français : contribution à l'étude des sources du droit pénal français », *Cahiers de Droit*, septembre-décembre 2009, vol. 50, n° 3-4, pp. 585 et s., spécialement pp. 599-604 ; Danièle MAYER, « Évolution de l'attitude de la chambre criminelle de la Cour de cassation française à l'égard de la Convention européenne des droits de l'homme », in *Droit pénal. Droit européen. Mélanges offerts à Georges Levasseur*, Gazette du Palais & Litec, Paris, 1992.

40. La constitution camerounaise, comme celle de bien d'autres États africains, consacre le principe légaliste en ces termes : « Nul ne peut être jugé et puni qu'en vertu d'une loi promulguée et publiée antérieurement au fait punissable ».

41. MWHC 23, 10 janvier 2017, *Mayeso Gwanda c. État du Malawi*, disponible sur <https://malawilii.org/mw/judgment/high-court-general-division/2017/23> (consulté le 16 mars 2021). En l'espèce, le prévenu, interpellé aux premières heures du matin dans les rues de Blantyre, avait vainement soutenu devant les forces de police qu'il se rendait au marché pour les besoins de son commerce ambulant de sacs plastiques. Traduit devant la *Magistrates Court*, il a contesté la constitutionnalité du texte incriminateur. La *High Court of Malawi*, saisie de la question, a déclaré l'infraction de vagabondage inconstitutionnelle comme portant atteinte à la liberté de circulation ainsi qu'au droit à la liberté et à la sécurité garantis par la constitution.

42. Au Cameroun, par exemple, seuls sont autorisés à déférer au Conseil constitutionnel les lois en instance de publication, le président de la République, le président de l'assemblée nationale, le président du sénat, un tiers des députés ou un tiers des sénateurs, et les présidents des exécutifs régionaux (article 46(2) de la constitution). La constitution ivoirienne étend le droit de saisine aux associations de défense des droits de l'homme, uniquement à l'égard des lois relatives aux libertés publiques (articles 77 et 95, alinéa 2).

43. Le Sénégal n'admet le contrôle par voie d'exception que devant la Cour suprême : « Lorsque la solution d'un litige porté devant la Cour suprême est subordonnée à l'appréciation de la conformité des dispositions d'une loi ou des stipulations d'un accord international à la constitution, la haute juridiction saisit obligatoirement le Conseil constitutionnel de l'exception d'inconstitutionnalité ainsi soulevée et sursoit à statuer jusqu'à ce que le Conseil constitutionnel se prononce dans un délai de trois mois à compter de la date de saisine » (article 2 de la loi organique n° 92-23 du 30 mai 1992).

44. Dans ce pays, le contrôle de constitutionnalité par voie d'exception est ouvert devant les juridictions de tous ordres et degrés, puisque « tout plaideur peut soulever l'exception d'inconstitutionnalité d'une loi devant toute juridiction ». Il est également prévu que « la juridiction devant laquelle l'exception d'inconstitutionnalité a été soulevée sursoit à statuer et impartit au plaideur un délai de quinze jours pour saisir le Conseil constitutionnel » (articles 96 de la constitution et 19, alinéa 2 de la loi organique n° 2001-303 du 5 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du conseil constitutionnel).

45. Habilitée à se prononcer sur « la constitutionnalité des lois et des actes réglementaires censés porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine et aux libertés publiques et en général, sur la violation des droits de la personne humaine » (article 117 de la constitution), la Cour constitutionnelle du Bénin peut être saisie par « tout citoyen [...], soit directement, soit par la procédure de l'exception d'inconstitutionnalité invoquée dans une affaire qui le concerne devant une juridiction. Celle-ci doit surseoir à statuer jusqu'à la décision de la Cour constitutionnelle qui doit intervenir dans un délai de trente jours » (article 122 de la constitution).

46. Ici, en effet, la juridiction qui juge pertinente la question de constitutionnalité posée doit la transmettre à la juridiction suprême de son ordre, qui assure un second filtre avant de renvoyer, s'il y a lieu, au Conseil constitutionnel.

47. Le contrôle de la conformité constitutionnelle des lois en vigueur conduit le juge constitutionnel à confronter celles-ci à l'ensemble du bloc de constitutionnalité, y compris les textes internationaux auxquels le préambule fait référence. C'est ainsi que la Cour constitutionnelle du Bénin convoque la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples pour se prononcer sur l'inconstitutionnalité alléguée d'une détention provisoire : décisions DC 21-119 et DC 21-122 du 6 mai 2021, disponibles sur <https://courconstitutionnelle.bj/decisions-2/> (consulté le 23 mai 2021).

48. Alors qu'il énonce clairement que les États membres s'obligent à se conformer aux arrêts de la Cour et à en assurer l'exécution (article 30), le Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples est muet sur l'autorité juridique des avis qu'il autorise cet organe juridictionnel à émettre. La Cour elle-même a quelque peu éludé la question qui lui était posée sur la nature de l'obligation incombant aux États au titre de la mise en conformité imposée par l'avis.

49. Cette tendance se vérifie de façon particulièrement nette au Cameroun où l'on observe comme une résurgence de la prison pour dettes. Dans sa version issue de la loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016, le Code pénal camerounais comporte ainsi un article 322-1, nouveau et rédigé comme suit : « (1) Est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de cent mille (100.000) à trois cent mille (300.000) francs ou de l'une de ces deux peines seulement, le preneur par bail, dûment enregistré, d'un immeuble bâti ou non qui, débiteur de deux mois de loyers, n'a ni payé lesdits loyers, ni libéré l'immeuble concerné un mois après sommation de payer ou de libérer les lieux. (2) En cas de condamnation, le tribunal ordonne en outre l'expulsion du preneur et de tout occupant de son chef ». Cette pénalisation de la défaillance contractuelle du locataire indépendamment de sa situation socio-économique jure avec les dispositions de l'article 11 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui énoncent clairement que « nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle ». De façon encore plus récente, le législateur pénal camerounais a récidivé en instituant, en sus des sanctions pécuniaires et des peines accessoires, une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans pour « toute personne qui, de mauvaise foi, n'a pas remboursé le crédit qui lui a été accordé par un établissement assujéti » (loi n° 2019/021 du 24 décembre 2019 fixant certaines règles relatives à l'activité de crédit dans les secteurs bancaire et de la micro finance, articles 20 et 21).

ABSTRACTS

The African Court on Human and Peoples' Rights considers that national texts which criminalize vagrancy violate conventional instruments on Human Rights protection. As the result of this unconventional ruling, African states are bound to adapt the legal and socio-economic treatment of vagrancy.

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples considère que les textes nationaux qui sanctionnent pénalement le vagabondage contreviennent aux instruments conventionnels de protection des droits de l'homme. En conséquence de cette déclaration d'inconventionnalité, les États africains sont tenus à une obligation d'adaptation du traitement juridique et socio-économique du vagabondage.

INDEX

Mots-clés: vagabondage, inconventionnalité, droits nationaux, mise en conformité

Keywords: vagrancy, unconventionality, national Laws, compliance

AUTHOR

ANGÈLE KENGNE NTAKOUKAM ÉP. NDZUENKEU

Docteur en Droit, Enseignant associé à l'Université Catholique d'Afrique Centrale